

# La réforme constitutionnelle de Poutine : Une liberté de main-d'œuvre ?

Fariat Sara

Stagiaire au CECRI

Le 15 janvier 2020, le président de la Fédération de Russie, Vladimir Vladimirovitch Poutine, proposa un projet présidentiel au parlement.

A la suite de ceci, des amendements constitutionnels ont été votés par les deux chambres du parlement.<sup>1</sup> Les résultats à la chambre basse (Douma), à la sortie de la première lecture, furent de 382 votes en faveur de ces changements, contre 44 abstentions.<sup>2</sup> Si aucun vote s'y opposant n'en est ressorti, ceci peut être expliqué par le fait qu'un projet présidentiel doit être voté à l'unanimité pour être approuvé. Dès lors, un seul vote en défaveur des amendements aurait

directement annulé le projet. Ce fut donc une raison suffisante pour justifier qu'aucun membre du parlement n'ait votée contre lors de la première lecture. La situation fut alors similaire pour les deux qui suivirent. En effet lors du vote de la troisième et dernière lecture ce 11 mars, 383 se sont portés en faveur des amendements proposés, 43 députés se sont abstenus et 24 ont été absents lors du vote.<sup>3</sup> Le projet a dès lors été approuvé par le parlement et signé ensuite par le président.

Néanmoins pour que ce projet présidentiel soit approuvé, il a dû faire l'objet d'une analyse approfondie au sein de la cour

<sup>1</sup> Rácz, A. "Putin's Proposal to Modify the Russian Constitution: Keep Succession Options Open and Increase Freedom to Maneuver.", DGAP Kommentar, 2. (2020). Berlin: Forschungsinstitut der Deutschen Gesellschaft für Auswärtige Politik e.V.. <https://nbn-resolving.org/urn:nbn:de:0168-ssoar-66216-8>

<sup>2</sup> FRANCE 24, Russie : réforme constitutionnelle adoptée, vers un cinquième mandat pour Vladimir Poutine ?, *France 24*, 03/2020. Consulté le 16/03/2020. Disponible

sur [:https://www.france24.com/fr/20200310-russie-reforme-constitutionnelle-adoptee-vers-un-cinquieme-mandat-pour-vladimir-poutine](https://www.france24.com/fr/20200310-russie-reforme-constitutionnelle-adoptee-vers-un-cinquieme-mandat-pour-vladimir-poutine)

<sup>3</sup> Matti Dollbaum, Jan; Domanska, Maria; Gel'man, Vladimir; Kolesnikov, Andrei; Orttung, Robert; Rochlitz, Michael; Smyth, Regina; Yakovlev, Andrei, Putin's Power Games, *ETH Zurich*, 03/2020, Consulté le 16/03/2020. Disponible sur <https://doi.org/10.3929/ethz-b-000398331>

constitutionnelle, afin de certifier qu'il soit conforme à la constitution du pays.

La décision de la cour constitutionnelle, est ainsi tombée ce 16 mars. Celle-ci a approuvé les amendements proposés par le président.<sup>5</sup> Toutefois, ces amendements constitutionnels ont fait l'objet de nombreuses questions relatives à la succession du président Poutine en 2024. Divers critiques ont accusé le président de transformer la constitution pour lui permettre de rempiler pour 12 ans dès 2024.<sup>6</sup>

La réponse quant à l'éventualité qu'il puisse se représenter en 2024 est désormais connue. Il sera en droit d'effectuer deux mandats supplémentaires. Néanmoins, la question relative à sa volonté de le faire reste incertaine.

Il est dès lors intéressant d'analyser certains de ces amendements qui permettront d'émettre des hypothèses, à savoir si oui ou non le président actuel envisagera de se représenter en 2024.

Tout d'abord, un des amendements proposés par le président a annoncé que toute personne ayant séjourné à l'étranger, ayant disposé d'un titre de

séjour ou ayant reçu la double nationalité durant son séjour à l'étranger, endéans ces 25 dernières années, ne pourra pas se présenter aux élections présidentielles. Cette mesure risquera de diminuer le nombre de candidats potentiels. En effet, les jeunes ayant réalisé des études à l'étranger et n'étant pas restés sur le territoire ces 25 dernières années ne pourront pas se présenter. Il en va de même pour toute personne en mission à l'étranger.<sup>7</sup> Ceci réduira donc considérablement le nombre de personnes pouvant se présenter aux élections en 2024 ainsi qu'aux élections futures. La première hypothèse laisse ainsi penser que la seule personne légitime pour reprendre le statut du président sera Poutine.

D'autant plus que lorsqu'on se penche sur le point de vue de ses partisans, ils considèrent le maintien de celui-ci au pouvoir comme une bonne chose. Selon eux, dans le cas contraire, il se pourrait que le successeur réalise des réformes économiques<sup>8</sup> comme ce fut le cas sous le règne de Gorbatchev. Ceci fait référence aux réformes de la perestroïka ou encore à la thérapie de choc qu'a connu la Russie durant le 20<sup>e</sup> siècle. Ces réformes ont complètement fait effondrer l'économie du pays.<sup>9</sup> L'arrivée de Poutine au pouvoir

---

<sup>5</sup> AFP, Russia's Top Court Approves Putin Reform Plan to Stay President Until 2036, *The Moscow Times*, 03/2020. Consulté le 16/03/2020. Disponible sur: <https://www.themoscowtimes.com/2020/03/16/russias-top-court-approves-putin-reform-plan-to-stay-president-until-2036-a69643>

<sup>6</sup> Matti Dollbaum, Jan; Domanska, Maria; Gel'man, Vladimir; Kolesnikov, Andrei; Orttung, Robert; Rochlitz, Michael; Smyth, Regina; Yakovlev, Andrei, Putin's Power Games, *ETH Zurich*, 03/2020, Consulté le 16/03/2020. Disponible sur <https://doi.org/10.3929/ethz-b-000398331>

<sup>7</sup> Idem.

<sup>8</sup> David Dominique, « *La Russie entre peurs et défis* de Jean Radvanyi et Marlène Laruelle. *La Russie sous Poutine* de Jean-Jacques Marie », *Politique étrangère*, 2016/3 (Automne), p. 160-162. DOI : 10.3917/pe.163.0160. URL : <https://www.cairn.info/revue-politique-etrangere-2016-3-page-160.htm>

<sup>9</sup> Raviot Jean-Robert, « L'écologie et les forces profondes de la perestroïka », *Diogenes*, 2001/2 (n° 194), p. 152-159. DOI : 10.3917/dio.194.0152. URL : <https://www.cairn.info/revue-diogene-2001-2-page-152.htm>

dans les années 2000, a quant à elle permit de faire remonter drastiquement l'économie du pays. Une récession est cependant apparue en 2013 avec la chute du prix du pétrole mais une relance du PIB a pu être observée à partir de 2016.<sup>10</sup>

Toutefois, pour d'autres, ces amendements ne sont pas légitimes. Une pétition a d'ailleurs été signée par 22 000 personnes accusant les mesures proposées de coup constitutionnel.<sup>11</sup>

Ensuite, un deuxième amendement a créé une certaine ambiguïté quant à la volonté du président de renouveler son mandat. Si celui-ci a affirmé ne pas convoiter le statut de président, ce n'est pas pour autant qu'il n'essayera pas d'assurer le maintien de son pouvoir décisionnel au sein du nouveau système juridictionnel qu'il est en train de mettre en place.<sup>12</sup>

En effet, d'autres cas de figure sont envisageables sur base des modifications constitutionnelles qui ont été présentées par le président au parlement. En analysant les réformes que celui-ci entreprend, ses discours et les amendements encouragés par les députés, il existerait d'autres pistes d'avenir

professionnel pour le président Poutine. Tout en sachant qu'aucune option ne peut être retiré de la table à ce jour.

Dès lors, une seconde hypothèse liée à l'amendement qui attribue un statut constitutionnel au Conseil d'Etat ainsi qu'au Conseil de Sécurité est envisageable. Ce cas consisterait à placer Poutine comme président du Conseil de l'Etat ou du Conseil de Sécurité.<sup>13</sup> En proposant cet amendement, il a pu s'inspirer du modèle kazakh.

En effet, en mai 2018, le parlement a voté un projet de loi qui nomma à vie le président Noursoultan Nazarbaïev au titre de président du Conseil de Sécurité. Un an plus tard, il démissionna de la présidence après 30 années passées à occuper ce titre.<sup>14</sup> Ce fut un moyen pour lui de conserver une mainmise sur le pouvoir décisionnel en réduisant les compétences du président et du gouvernement, tout en attribuant plus de pouvoir au conseil de sécurité. Ce cas du Kazakhstan semble alors coïncider avec les mesures proposées par le président Poutine.

A ceci, va venir s'ajouter un autre évènement récent qu'a connu la Russie. Il s'agit de la démission du gouvernement Medvedev en janvier 2020. Le Premier

---

<sup>10</sup> Perspective monde, « croissance annuel du PIB russe. » Usherbrook, 2020. Consulté le 16/03/2020. Disponible sur : <http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/tend/RUS/en/NY.GDP.MKTP.KD.ZG.html>

<sup>11</sup> Matti Dollbaum, Jan; Domanska, Maria; Gel'man, Vladimir; Kolesnikov, Andrei; Orttung, Robert; Rochlitz, Michael; Smyth, Regina; Yakovlev, Andrei, Putin's Power Games, *ETH Zurich*, 03/2020, Consulté le 16/03/2020. Disponible sur <https://doi.org/10.3929/ethz-b-000398331>

<sup>12</sup> Idem.

<sup>13</sup> Павел Аптекарь Владимир Рувинский Мария Железнова, « Какие возможности открывает

конституционная реформа для будущего Путина », *ведомости*, 2020, Consulté le 16/03/2020. Disponible sur : <https://www.vedomosti.ru/opinion/articles/2020/01/15/820695-vozmozhnosti>

<sup>14</sup> Forissier Augustin « Kazakhstan : Noursoultan Nazarbaïev nommé président à vie du Conseil national de sécurité », *Novastan*, 2018. Consulté le 18/03/2020. Disponible sur <https://www.novastan.org/fr/kazakhstan/kazakhstan-noursoultan-nazarbaïev-nomme-president-a-vie-du-conseil-national-de-securite/>

Ministre a rendu sa démission pour laisser place à un nouveau Premier Ministre nommé : Mikhaïl Mishustin.<sup>15</sup> Cet homme ayant été le chef du service fiscal fédéral, il serait la personne qualifiée pour aider au redressement de l'économie du pays. Ce pour lequel Medvedev fut fortement critiqué durant son mandat présidentiel entre 2008 et 2012. Medvedev a alors reçu le titre de vice-président du Conseil de Sécurité. Il s'agirait donc d'un moyen pour le président Poutine de s'assurer que son bras droit reste à ses côtés lorsque celui-ci rejoindra le conseil de sécurité à la fin de son mandat.

Cette option ne serait cependant pas très appréciée par la population car elle pourrait être perçue comme une reconstruction du pouvoir soviétique, où la place du président et du premier ministre seront amoindris et où le conseil de sécurité (associé au Politburo) et le conseil d'état (lui-même associé au Comité Central de l'époque) disposeront de plus de pouvoir.

A ceci, certains répondront qu'il s'agira justement d'une manière de conserver Poutine au sein du système politique d'une manière indirect et de conserver ainsi son rôle de père de la nation<sup>16</sup>.

Dès lors, la question du maintien de l'équilibre de pouvoir se pose. La

population se questionne sur la possibilité de violation du principe d'équilibre des pouvoirs qui régit tout pays démocratique. Deux visions s'affrontent. Certains prétendent que les amendements proposés sont une façon d'accroître de manière plus équitable la division de pouvoir. Celui-ci était précédemment concentré dans les mains du président. A présent, le parlement ainsi que le Conseil de l'Etat et le Conseil de Sécurité disposent de plus de pouvoir décisionnel. Ce qui réduit le pouvoir du président. D'autres, au contraire, considèrent qu'il s'agit d'une manière pour le président d'assurer ses arrières en réduisant le poids du président et ainsi garantir sa place au sein de pouvoirs décisionnels à sa succession en 2024.<sup>17</sup>

Finalement, lorsqu'on analyse le discours de Poutine, il semble insister sur sa volonté de conserver un régime patriotique où les valeurs traditionnelles et conservatrices seront présentes. Il insiste en démontrant l'inefficacité de certains pays à régime parlementaire à ne pas parvenir à constituer un gouvernement. C'est pour ces raisons qu'il justifie être important de mettre en place ces amendements afin d'assurer un pouvoir stable qui assurera le respect de ces principes. Selon ses mots: « *une verticale présidentielle forte est*

---

<sup>15</sup> Le Monde avec AFP, Démission du premier ministre russe, Dmitri Medvedev, et de son gouvernement, Le monde, 2020. Consulté le 16/03/2020. Disponible sur : [https://www.lemonde.fr/international/article/2020/01/15/en-russie-vladimir-poutine-propose-un-referendum-sur-une-serie-de-reformes-constitutionnelles\\_6025964\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2020/01/15/en-russie-vladimir-poutine-propose-un-referendum-sur-une-serie-de-reformes-constitutionnelles_6025964_3210.html)

<sup>16</sup> Matti Dollbaum, Jan; Domanska, Maria; Gel'man, Vladimir; Kolesnikov, Andrei; Orttung, Robert; Rochlitz, Michael; Smyth, Regina; Yakovlev, Andrei, Putin's Power

Games, *ETH Zurich*, 03/2020, Consulté le 16/03/2020. Disponible sur <https://doi.org/10.3929/ethz-b-000398331>

<sup>17</sup> Павел Аптекарь, Владимир Рувинский Мария Железнова, « Какие возможности открывает конституционная реформа для будущего Путина », *ведомости*, 2020, Consulté le 16/03/2020. Disponible sur : <https://www.vedomosti.ru/opinion/articles/2020/01/15/820695-vozmozhnosti>

*absolument indispensable pour notre pays, pour la Russie* ». <sup>18</sup> Cette phrase fut d'ailleurs applaudie par la Douma. Il a donc affirmé qu'il n'envisageait pas de prolonger son mandat dans un premier temps. Néanmoins, la mise en place d'un tel amendement lui permettant de se représenter, constituera une option supplémentaire pour le peuple. Poutine a affirmé que de cette manière, la population sera en droit de choisir de conserver le président en place. <sup>19</sup> D'autant que ce peuple russe considère que la ligne politique que suit le pays devrait être maintenu. Les citoyens ont toutefois appelé à plus de transparence des dirigeants sans pour autant remettre en cause la place de Poutine comme président. En réponse à ceci, un referendum sera alors organisé le 22 avril prochain afin d'obtenir l'opinion du peuple sur ce sujet. De cette façon, Poutine légitimise ses choix et prouve une fois de plus sa volonté de développer une Russie démocratique. <sup>20</sup>

#### Bibliographie :

AFP, Russia's Top Court Approves Putin Reform Plan to Stay President Until 2036, *The Moscow Times*, 03/2020. Consulté le 16/03/2020. Disponible sur: <https://www.themoscowtimes.com/2020/03/16/russias-top-court-approves-putin-reform-plan-to-stay-president-until-2036-a69643>

Anton Troianovski, A New 'Emperor': Russia Girds for 16 More Years of Putin, *New York Times*, 03/2020. Consulté le 16/03/2020. Disponible sur: <https://www.nytimes.com/2020/03/11/world/europe/russia-putin.html>

David Dominique, « *La Russie entre peurs et défis* de Jean Radvanyi et Marlène Laruelle. *La Russie sous Poutine* de Jean-Jacques Marie », *Politique étrangère*, 2016/3 (Automne), p. 160-162. DOI : 10.3917/pe.163.0160. URL : <https://www.cairn.info/revue-politique-etrangere-2016-3-page-160.htm>

Forissier Augustin « Kazakhstan : Noursoultan Nazarbaïev nommé président à vie du Conseil national de sécurité », *Novastan*, 2018. Consulté le 18/03/2020. Disponible sur <https://www.novastan.org/fr/kazakhstan/kazakhstan-noursoultan-nazarbaiev-nomme-president-a-vie-du-conseil-national-de-securite/>

FRANCE 24, Russie : réforme constitutionnelle adoptée, vers un cinquième mandat pour Vladimir Poutine ?, *France 24*, 03/2020. Consulté le 16/03/2020. Disponible sur : <https://www.france24.com/fr/20200310-russie-reforme-constitutionnelle-adoptee-vers-un-cinquieme-mandat-pour-vladimir-poutine>

---

<sup>18</sup> Sputnik, « Poutine tranche sur la possibilité d'annuler les limites de mandats présidentiels en Russie – vidéo », *Sputnik*, 03/2020. Consulté le 16/03/2020. Disponible sur <https://sptnkne.ws/BC56>

<sup>19</sup> Ruptly, "LIVE: Putin speaks on constitutional amendments at State Duma in Moscow", *Youtbe*, Mars

2020. Consulté le 16/03/2020. Disponible sur : <https://www.youtube.com/watch?v=sjAJzyi5GnE>

<sup>20</sup> Kastouéva-Jean Tatiana, « Le système Poutine : bâti pour durer ? », *Politique étrangère*, 2015/2 (Été), p. 53-65. DOI : 10.3917/pe.152.0053. URL : <https://www.cairn.info/revue-politique-etrangere-2015-2-page-53.htm>

Kastouéva-Jean Tatiana, « Le système Poutine : bâti pour durer ? », *Politique étrangère*, 2015/2 (Été), p. 53-65. DOI : 10.3917/pe.152.0053. URL : <https://www.cairn.info/revue-politique-etrangere-2015-2-page-53.htm>

Le Monde avec AFP, Démission du premier ministre russe, Dmitri Medvedev, et de son gouvernement, *Le monde*, 2020. Consulté le 16/03/2020. Disponible sur : [https://www.lemonde.fr/international/article/2020/01/15/en-russie-vladimir-poutine-propose-un-referendum-sur-une-serie-de-reformes-constitutionnelles\\_6025964\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2020/01/15/en-russie-vladimir-poutine-propose-un-referendum-sur-une-serie-de-reformes-constitutionnelles_6025964_3210.html)

Matti Dollbaum, Jan; Domanska, Maria; Gel'man, Vladimir; Kolesnikov, Andrei; Orttung, Robert; Rochlitz, Michael; Smyth, Regina; Yakovlev, Andrei, *Putin's Power Games*, *ETH Zurich*, 03/2020, Consulté le 16/03/2020. Disponible sur <https://doi.org/10.3929/ethz-b-000398331>

Павел Аптекарь Владимир Рувинский Мария Железнова, « Какие возможности открывает конституционная реформа для будущего Путина », *ведомости*, 2020, Consulté le 16/03/2020. Disponible sur : <https://www.vedomosti.ru/opinion/articles/2020/01/15/820695-vozmozhnosti>

Perspective monde, « croissance annuel du PIB russe. » *Usherbrook*, 2020. Consulté le 16/03/2020. Disponible sur : <http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/tend/RUS/en/NY.GDP.MKTP.KD.ZG.html>

Rącz, A. (2020). *Putin's Proposal to Modify the Russian Constitution: Keep Succession Options Open and Increase Freedom to Maneuver*. (DGAP Kommentar, 2). Berlin: Forschungsinstitut der Deutschen Gesellschaft für Auswärtige Politik e.V.. <https://nbn-resolving.org/urn:nbn:de:0168-ssoar-66216-8>

Raviot Jean-Robert, « L'écologie et les forces profondes de la perestroïka », *Diogène*, 2001/2 (n° 194), p. 152-159. DOI : 10.3917/dio.194.0152. URL :

<https://www.cairn.info/revue-diogene-2001-2-page-152.htm>

Rochlitz, Michael; Smyth, Regina; Yakovlev, Andrei, *Putin's Power Games*, *ETH Zurich*, 03/2020, Consulté le 16/03/2020. Disponible sur <https://doi.org/10.3929/ethz-b-000398331>

Ruptly, "LIVE: Putin speaks on constitutional amendments at State Duma in Moscow", *Youtbe*, Mars 2020. Consulté le 16/03/2020. Disponible sur : <https://www.youtube.com/watch?v=sjAJzyi5GnE>

Sputnik, « Poutine tranche sur la possibilité d'annuler les limites de mandats présidentiels en Russie – vidéo », *Sputnik*, 03/2020. Consulté le 16/03/2020. Disponible sur <https://sptnkne.ws/BC56>



Les recherches du CECRI sont menées au sein de l'Institut de science politique Louvain-Europe (ISPOLE) de l'Université catholique de Louvain. Elles portent sur la géopolitique, la politique étrangère et l'étude des modes de prévention ou de résolution des crises et des conflits.

L'analyse des éléments déclencheurs des conflits et des instruments de leur gestion - sanctions et incitants économiques comme moyens de politique étrangère; crises et interventions humanitaires; rôle de la mémoire dans un processus de réconciliation, par exemple - est combinée à l'étude empirique de différends internationaux et de processus de paix spécifiques.

© 2020 Centre d'étude des crises et conflits internationaux

Le CECRI ne prend pas de position institutionnelle sur des questions de politiques publiques. Les opinions exprimées dans la présente publication n'engagent que les auteurs cités nommément.

Direction : Tanguy Struye de Swielande

Centre d'étude des crises et conflits internationaux  
Université catholique de Louvain  
Place Montesquieu 1, bte L2.08.07  
1348 Louvain-la-Neuve  
Belgique  
[www.cecrlouvain.be](http://www.cecrlouvain.be)